



Pour faire face, faisons front : marche du 26 septembre ensemble contre l'oubli, pour la jeunesse et l'éducation !

Il y a un an, Christine Renon, enseignante à Pantin, se suicidait sur son lieu de travail. Dans une lettre accablante, elle dressait un constat dramatique de la charge qui pèse sur les épaules des directrices et directeurs d'école quand les réformes s'empilent et que les moyens s'amoindrissent.

Ces contraintes entravent le sens que tous les professionnels de l'éducation donnent à leur métier. Entre 2018 et 2019, 58 suicides ont endeuillé l'Éducation nationale.

Dans cette même lettre, Christine Renon soulignait également le désarroi des familles, et leur colère.

Dans d'autres villes du 93 cette année, d'autres drames dans la communauté éducative : Kewi Yikilmaz, 15 ans, tué en marge d'un cours d'EPS aux Lilas et Djadje Traore, 19 ans, assassiné en bas de chez lui à Saint-Ouen, tous deux scolarisés au lycée d'Alembert à Aubervilliers. Les enseignants de cet établissement relatent une violence qui règne en maître, une violence qui est d'abord sociale, économique, scolaire, policière et raciale, dont leurs élèves sont les premières victimes et qui, très tôt, scelle leurs destins.

Depuis, silence, ou presque. Elèves, parents, enseignants, souffrent, et personne ne répond. Il ne s'agit pas simplement d'une problématique de « sécurité publique » ou de détresse personnelle, comme cela a pu être dit. Il ne s'agit pas non plus de saupoudrer de quelques millions nos services publics.

Il s'agit d'un département, la Seine-Saint-Denis, jeune, peuplé, dynamique, mais aussi le plus pauvre de France métropolitaine. En regard, un service public de l'éducation exsangue, loin d'être à la hauteur de l'enjeu, du chagrin, de l'espérance. Rappelons cette injustice folle, énoncée dans un rapport d'information parlementaire en 2018 : « *Le moins bien doté des établissements parisiens est mieux doté que le plus doté des établissements de la Seine-Saint-Denis* ».

Ce climat s'est encore aggravé avec la crise sanitaire que nous traversons. Nous avons entendu les discours promettant de lutter contre les inégalités à l'école, en particulier dans le 93. Depuis, rien n'est venu. Dans nos écoles, pour les équipes éducatives et pour les élèves, rien n'a changé. La situation sociale et économique des familles s'est même dangereusement détériorée dans le département.

Ici, on peut mourir dans l'indifférence. Ici, nous marcherons pour exiger d'être entendus, comme tous les citoyens du territoire et pour que les noms de Christine, Kewi et Djadje, mais aussi d'Oliver, Aboubacar, Henry, Fossary, enfants du 93 et des quartiers populaires, ne soient pas oubliés. Ici, nous réclamons une école publique sereine et émancipatrice, pour les enfants, leurs parents et leurs enseignants.

Marchons ensemble le 26 septembre 2020, contre l'oubli, pour la jeunesse et l'éducation.

Le Collectif Christine Renon, le mouvement Tous unis contre la violence, Kolombe et les Mères combattantes du 19eme.

Mail : collectif.pantin@gmail.com

[facebook.com/Collectif-Christine-Renon-102187148047548/](https://www.facebook.com/Collectif-Christine-Renon-102187148047548/)

Twitter : <https://twitter.com/CollectifRenon>